



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU PORTUGAL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE LISBONNE

N° 74 – Avril 2022

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2020	2021	2022
Croissance PIB (%)	-8,4	+4,9	+4,0
Solde public (% du PIB)	-5,8	-2,8	-2,4
Dette (% du PIB)	135,2	127,5	121,6
Taux de chômage (% PA)	7,1	6,6	6,5
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	-0,1	+0,9	+4,0

Source : FMI, avril 2022

Indicateurs du commerce extérieur	janvier - février 2022
Exportations de biens (Md€)	11,6 (+21,4% en glissement annuel)
Importations de biens (Md€)	15,7 (+40,2% en g.a.)
	janvier - février 2022
Exportations de services (Md€)	4,8 (+64,8% en g.a.)
Importations de services (Md€)	3,3 (+56,9% en g.a.)

Source : BdP, avril 2022

Budget 2022

Nouveau projet de loi de finances : très proche de la version d'octobre 2021, le nouveau PLF 2022 vise à court terme la reprise économique et à moyen-long terme la réponse aux défis démographiques, sociaux, numériques et climatiques. Il en diffère néanmoins par un cadrage macroéconomique dégradé (inflation, moindre croissance), un redressement des comptes publics paradoxalement plus rapide et des mesures de soutien aux entreprises et au pouvoir d'achat.

7 risques majeurs pour le budget 2022 selon le Conseil des Finances Publiques, qui liste ces possibles entraves à l'exécution du PLF : (i) incertitude sur la durée et l'intensité du conflit en Ukraine, (ii) pandémie, (iii) activation des garanties de l'Etat dans

le cadre des prêts garantis face à la pandémie et à la guerre en Ukraine, (iv) surestimation des économies budgétaires, (v) indemnités au titre des projets de partenariats public-privé, (vi) transferts additionnels à *Novo Banco* et (vii) nouvelle aide financière à la *TAP*.

6 leviers pour dynamiser l'activité définis par le ministre de l'Économie et de la Mer et sur lesquels repose la stratégie économique du gouvernement : (i) compétences des travailleurs, (ii) capitalisation des entreprises, (iii) crédits d'impôts pour l'innovation, (iv) présence renforcée sur les marchés internationaux, (v) développement de la culture numérique et financière et (vi) écosystème d'innovation via des accords entre écoles, universités et entreprises.

Budget, suite.

Covid-19 • Env. 1,3Md€ d'aide exceptionnelle depuis début 2022 : selon la direction générale du Budget, les mesures exceptionnelles destinées aux ménages et aux entreprises ont atteint 1,3Md€ entre janvier et mars 2022. Le soutien aux revenus des familles est la catégorie des mesures ayant le plus coûté à l'Etat portugais (310M€), suivie par le secteur de la santé (242M€). Les dépenses liées au soutien aux entreprises sont en 3^e place (218M€), l'aide allouée au secteur privé étant également composée de reports d'impôts (TVA, IS et IR), à hauteur de 324M€.

Plus de 2,8Mds€ de garanties publiques non utilisées : sur les 11,2Mds€ de garanties publiques à la disposition des entreprises (5,1% du PIB), environ 2,8Mds€ n'ont pas été sollicitées (1,2% du PIB). Le programme *Apoio à Economia Covid-19* est celui qui

a mobilisé le plus de garanties publiques (5,5Mds€). La ligne *Retomar* est celle ayant été le moins utilisée (22,7M€).

Equilibre budgétaire • Excédent budgétaire de 672M€ depuis début 2022 : selon la direction générale du Budget, les administrations publiques ont maintenu un excédent budgétaire au T1 2022. Le solde atteignait +672M€ fin mars, reflétant une forte augmentation des recettes (+15,4%) et une légère diminution des dépenses (-0,5%).

Charge fiscale à son niveau le plus élevé en 2021 : la charge fiscale en 2021 représentait 35,8% du PIB selon l'[INE](#), soit son niveau le plus élevé jamais enregistré au Portugal. Les recettes fiscales se sont élevées à 75,6Mds€, une hausse de 5Mds€ par rapport à 2020 et de 1,6Md€ par rapport à 2019.

Economie, conflit en Ukraine

2,6% de croissance en glissement trimestriel : malgré la guerre en Ukraine, la croissance du PIB portugais s'est élevée à 2,6% au T1 2022 par rapport au T4 2021 selon l'[INE](#). En raison du confinement au T1 2021, qui a fortement ralenti l'activité, la croissance en glissement annuel (g.a.) du T1 2022 atteint 11,9%.

Hausse de 6,2% de l'indice des prix à la production en mars : selon l'[INE](#), l'indice des prix à la production industrielle (IPPI) a connu une hausse de 6,2% en mars en glissement mensuel (g.m.), fortement influencée par la hausse des prix de l'énergie et des biens intermédiaires. Sur l'ensemble du T1 2022, la progression s'élevait à 21,7% en g.a.

7,2% d'inflation en avril en glissement annuel (g.a.), soit un taux similaire à la zone euro, selon l'[INE](#). Il s'agit de l'inflation la plus élevée en 29 ans, mais également d'une forte accélération par rapport à mars (+1,9pp), mois au cours duquel le taux d'inflation avait atteint 5,3%.

Plafonnement de la tarification du gaz à fins de production électrique : un accord de principe a été trouvé par les ministres portugais et espagnole avec la Commission pour plafonner la tarification du gaz à fins de production électrique dans les centrales à cycle combiné. Le but est de limiter l'effet report de la hausse des prix du gaz sur le marché de l'électricité. La mesure pourrait s'appliquer sur une période d'un an et le prix plafond s'élèverait à environ 50€/MWh.

Nouvelles mesures pour atténuer la hausse des prix de l'énergie : le dispositif *Autovoucher* a été substitué par une baisse de la taxe sur les produits pétroliers équivalant à une réduction de la TVA sur les à un taux de 13%. Par ailleurs, dans le cadre de l'encadrement temporaire des aides d'Etat à la suite de la guerre en Ukraine adopté par la Commission, le Portugal a créé un dispositif de subventions non remboursables pour les industries classées « à forte intensité gazière » et pour le secteur de la pêche.

Economie, suite

Divergence du Portugal par rapport à l'UE d'ici 2027 selon le FMI : dans ses prévisions d'avril, le FMI table sur un taux de croissance cumulée 2019-2027 moindre au Portugal que dans les autres pays de l'UE, pays de l'Est inclus. Seule l'Espagne présentera un taux légèrement inférieur. Ainsi, l'économie

portugaise divergerait de la moyenne européenne.

Emploi • 5,7% de chômage en mars selon l'INE, soit une légère augmentation par rapport à février (+0,1%). La progression est plus marquée chez les moins de 25 ans, dont le taux de chômage s'élevait à 21,6% en mars et 20,2% en février.

Fonds européens dont PNRR

La Commission autorise le paiement de la 1^{ère} tranche du PNRR : la Commission européenne a donné son feu vert pour le décaissement de la 1^{ère} tranche du plan de relance et résilience portugais, d'une valeur de 1,16Md€. Ce montant est constitué de 553M€ de subventions et 609M€ de prêts et devrait parvenir au Portugal sous peu.

250M€ pour le capital de Banco Português de Fomento : la Commission européenne a autorisé la capitalisation à hauteur de 250M€ de *Banco de Fomento* via le PRR portugais. Selon l'institution, ces fonds permettront à la banque publique d'augmenter le financement des entreprises en collaboration avec les banques commerciales du pays.

Sectoriel

Crypto-monnaies • Le Portugal, 9^e pays européen en volume de transactions crypto : selon le consultant américain *Chainalysis*, 27Mds€ de volume de transactions en cryptomonnaies ont été enregistrées entre juillet 2020 et juin 2021. Il s'agit du 9^e montant le plus élevé parmi 30 pays européens, devant les pays baltes et scandinaves.

devrait coûter env. 700M€ et permettrait de créer 200 emplois directs et 3 000 emplois indirects. L'usine aura une capacité de production de 28 000 à 35 000 tonnes d'hydroxyde de lithium par an.

Energie • Investissement de 1Md€ à Sines : le consortium entre le portugais *Madoqua Renewables*, le néerlandais *Power 2X* et le danois *Copenhagen Infrastructure Partners* a annoncé un investissement de 1Md€ pour produire de l'hydrogène et l'ammoniac verts à Sines. Le projet, intitulé *MadoquaPower2X*, veut contribuer à hauteur de 10-15% du total des investissements en hydrogène du Portugal.

Prix négatif dans l'enchère solaire flottante : le lot de l'enchère solaire flottante sorti début avril a atteint le tarif le plus bas au monde, selon le ministère de l'Environnement, à -4,13€/MWh.

Une raffinerie de lithium à Setúbal : *Galp* et la société suédoise *Northvolt* ont choisi le parc de Sapeç Bay à Setúbal pour installer leur nouvelle raffinerie de lithium. Avec un démarrage en 2025, l'investissement

Tourisme • Entrée en vigueur d'une taxe touristique aux Açores : le Parlement des Açores a approuvé la mise en œuvre d'une taxe touristique régionale. Le montant de la taxe devrait s'élever à 1€ par jour dans la limite totale de 4€.

Hausse de 382% des licences de logements touristiques à Lisbonne au T1 2022 : la suspension à partir de mi-avril des nouvelles licences de logements touristiques (*Alojamento Local*) dans 14 *freguesias* (quartiers) de Lisbonne a conduit à une forte hausse des demandes. Au T1 2022, leur nombre

a fait un bon de 382% par rapport au T1 2021 et de 25% par rapport au T1 2019.

Immobilier • Record du montant total des biens acquis par les étrangers à Lisbonne en 2021 : les étrangers ont représenté 38% du volume investi dans l'acquisition de biens résidentiels dans l'aire urbaine de Lisbonne. Le capital investi a atteint 923M€ pour un total de 1 767 biens.

+7,7% pour les loyers en 2021 : en 2021, les loyers des logements ont augmenté de 7,7% et atteint

un montant médian de 6,04€/m². Lisbonne demeure la ville la plus chère (11,24€/m²).

Agriculture • Près d'un million d'employés agricoles de moins qu'en 1989 : selon la fondation *Francisco Manuel dos Santos*, le secteur agricole a perdu environ 900 000 employés déclarés entre 1989 et 2019. L'effectif total est passé de 16 à 6% de la population résidente, le Portugal devenant le 5^e pays de l'UE avec le moins d'employés agricoles déclarés pour 100 000 habitants.

Relations bilatérales

Commerce de biens avec la France (Mds€)	janvier – février 2022
Exportations de biens vers la France	1,6 (+19,8% en g.a.)
Importations de biens depuis la France	1,0 (+28,2% en g.a.)

Source : BdP, avril 2022

La France, 2^e investisseur étranger en 2021 : selon la [BdP](#), la France était en 2021 le 2^e pays d'origine des investissements étrangers au Portugal. Totalisant 17M€ d'investissements (11% des IDE), elle est devancée par l'Espagne (24M€) et suivie par le Royaume-Uni (13M€). À noter, selon la BdP 66% des investissements français proviennent directement d'entités basées en France, tandis que 28% passent par l'intermédiaire d'entités basées au Luxembourg.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Ronan Venetz

Rédacteur : Eloïse Auboiron

Pour s'abonner : lisbonne@dgtresor.gouv.fr